

la Chine sont encore dans les services administratifs des États-Unis et qu'ils ne manqueraient pas, s'ils en ont l'occasion, d'abandonner Formose comme ils ont abandonné la Chine. Nos efforts doivent tendre à soutenir ceux qui veulent défendre Formose. Les communistes veulent Formose, parce que c'est peut-être, à l'heure actuelle, la base stratégique la plus importante de la terre pour l'Amérique du Nord.

Merci, monsieur l'Orateur.

M. A. W. Stuart (Charlotte): Monsieur l'Orateur, je désire tout d'abord féliciter le ministre des Finances pour avoir fait preuve de sincérité et de courage en présentant son budget à la Chambre, il y a un mois. Ce budget, il semble que l'opposition officielle l'accepte de mauvais cœur. Vu que les membres de cette opposition étaient dans l'impossibilité d'y trouver à redire, ils ont repris la vieille rengaine qu'ils avaient lancée en janvier, celle du chômage.

C'est sur ce thème qu'ont porté les remarques de la critique officiel du parti conservateur. J'ai aussi entendu le discours qu'il a prononcé à la radio où il a commenté le même thème. De sorte que, apparemment, le budget ne prêtait guère à la critique. Mais, d'après les renseignements que nous fournissent des délégations provinciales qui viennent à Ottawa, et des gens que nous rencontrons dans diverses régions du pays, il semblerait que ces deux groupes sont loin de s'entendre sur la gravité du chômage au Canada.

J'ai cité, à une autre occasion, les paroles d'un député de l'Assemblée législative de l'Ontario. Il a déclaré qu'il avait visité des centaines de foyers dans sa propre circonscription et qu'il n'y avait pas vu un seul chômeur. Je suis un autre de ceux qui sont convaincus que la question du chômage a été fort exagérée. Sans doute le chômage est-il chose sérieuse pour celui qui en est la victime, mais on reconnaîtra volontiers, je pense, que la situation de l'emploi s'améliore rapidement.

En écoutant la critique de l'opposition officielle au cours de ce débat, je me rappelais les budgets des années passées. Je ne veux pas ennuyer la Chambre en citant les propos tenus par le critique officiel au cours de débats sur des budgets antérieurs. Mais je me souviens fort bien que, s'il arrivait à un ministre des Finances de réaliser un excédent important, tous les critiques financiers du parti conservateur-progressiste ne manquaient pas d'en concevoir de vives inquiétudes. La constitution d'excédents budgétaires leur semblait en effet contraire aux intérêts économiques de la nation. Et nous avons écouté des histoires de ce genre pendant des années.

[M. Blackmore.]

Or le ministre des Finances annonce cette année un déficit. Qu'en est-il alors du critique officiel du parti conservateur? Il en est fort troublé, déclarant qu'il ne faudrait pas que nos budgets soient en déséquilibre. Quelle espèce de budget plairait donc à ce monsieur? Voilà 13 ou 14 exposés budgétaires que j'entends ici, et il n'a pas manifesté une seule fois son approbation. On peut dire, pourtant, qu'en ce qui concerne ce budget particulier, le critique n'en a qu'au chômage.

Il est un autre aspect de ce débat qui m'a paru particulièrement frappant et c'est que les journaux n'ont pas fait aux critiques toute la publicité qu'ils croyaient mériter. Je citerai tout d'abord la *Gazette* de Montréal. Il s'agit du premier éditorial favorable au Gouvernement que j'aie lu dans ce journal, sauf erreur. Je ne le citerai pas au long, mais je tiens à en consigner certains extraits au hansard. On y déclare:

Allègement du fardeau

L'honorable Walter Harris a décidé de faire de la baisse des impôts une arme dans la lutte contre la baisse des recettes. La décision est courageuse et elle peut fort bien être la bonne...

La réduction d'impôt sur le revenu des sociétés, que vient d'accorder M. Harris, ne bénéficiera pas simplement aux sociétés elles-mêmes. Elle allégera le fardeau de cette partie du régime économique qui assure la subsistance de la nation. Elle accroîtra l'activité industrielle...

Abstraction faite de ce qu'on peut dire au sujet de l'opportunité de cette réduction sur le plan politique, il n'en reste pas moins que c'est, en elle-même, une sage décision à prendre aujourd'hui. Le régime de lourde imposition du revenu des particuliers se fondait, à ce qu'on affirmait, sur la nécessité de restreindre les dépenses pour mettre terme à l'inflation. La situation a changé. L'allègement du fardeau fiscal des particuliers est une façon d'accroître le pouvoir d'achat. C'est également une façon d'encourager de nouveau à travailler davantage et à gagner davantage... Calcul courageux, le Livre blanc déposé lundi par le ministre des Finances ayant révélé que la production nationale brute avait diminué en 1954 de 431 millions, car on en peut déduire que non seulement M. Harris compte que notre économie reprendra une partie du terrain perdu l'an dernier mais encore qu'il s'attend, en réalité, à ce que l'économie, grâce à la production nationale brute, atteigne un niveau sans précédent dans toute l'histoire de notre pays, supérieure encore au sommet atteint en 1953. Autrement dit, ne serait-ce que pour empêcher que son déficit dépasse les 160 millions, il doit réaliser les conditions de la plus grande prospérité économique que nous ayons jamais connue.

Et puis, dernier et bref paragraphe:

Le regain d'activité de l'économie peut, en temps et lieu, produire de nouvelles sources de recettes, grâce à un élargissement à la base.

Voilà certes la bonne méthode. Et elle vient au bon moment.

Ainsi que je le disais tantôt, c'est la première fois, si j'ai bonne mémoire, que ce journal rend hommage à un membre du